

Raison sociale : .....

Adresse : .....

Téléphone : .....

SIRET : .....

Code-risque : .....

Effectif total de l'entreprise (SIREN) : .....

Activité de l'entreprise : .....

### Je soussigné(e), représentant(e) légal de l'entreprise,

Nom : ..... Prénom : .....

Fonction : .....

Courriel 1 : .....@.....

Courriel 2 : .....@.....

Tél : ..... Portable : .....

**Déclare sur l'honneur** (toute fausse déclaration est passible de sanctions et du non-paiement de l'aide ou du remboursement de l'aide accordée) :

avoir pris connaissance des conditions d'attribution de la Subvention prévention et les accepter

que mon entreprise, tous établissements confondus, comporte entre 1 et 49

Le nombre de salariés à la date de demande s'élève à : .....

Une attestation URSSAF de moins de 6 mois est à joindre avec la demande

que mon entreprise est à jour de ses cotisations URSSAF au titre des établissements implantés dans la circonscription de la caisse

que, pour l'établissement objet de la demande, mon entreprise adhère au Service de Santé au Travail suivant :

.....

que le document unique d'évaluation des risques (DUER) de mon entreprise a été mis à jour depuis moins d'un an (les entreprises de moins de 11 salariés sont exonérées de cette obligation de mise à jour annuelle), et qu'il est à la disposition du service prévention de la Carsat Bourgogne-Franche-Comté

Date de sa dernière mise à jour (jj/mm/aa) : .....

Pour rappel, ce document peut être réalisé en utilisant les outils d'aide à l'évaluation des risques préconisés par l'Assurance Maladie – Risques professionnels (OIRA ...)

que les instances représentatives du personnel de mon établissement ont été informées de la démarche engagée pour bénéficier de cette Subvention Prévention

avoir communiqué le cahier des charges de l'Assurance Maladie – Risques professionnels (si existant) à l'entreprise émettrice du/des devis

- acquérir en **propriété intégrale** (pas de location, leasing...) des équipements neufs (non reconditionnés) et conformes à la réglementation en vigueur ;
- ne pas avoir sollicité une autre subvention auprès d'un opérateur public pour le même investissement.

### Je vous adresse pour faire ma demande de subvention

- Attestation URSSAF intitulée « Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales » datant de moins de 6 mois
- RIB au format électronique en PDF. Si la raison sociale du RIB est différente de celle de l'établissement, apposer le cachet de l'entreprise
- Devis avec mention de la conformité au cahier des charges (si existant). *(uniquement pour les réservations)*  
Montant total des devis :   
Date prévisionnelle de livraison du dernier achat (jj/mm/aa) :

### Je vous adresse pour le versement de la subvention

- Bon de commande avec mention de la conformité au cahier des charges (si existant)
- Facture(s) avec mention de la conformité au cahier des charges (si existant)
- Bon(s) de livraison uniquement pour les équipements subventionnés
- Extraits des relevés bancaires avec l'identité du titulaire du compte, l'IBAN et les montants de l'investissement apparents. Les lignes concernant les autres opérations peuvent être masquées

### Pièces complémentaires spécifiques pour le versement de cette subvention :

- Attestation sur l'honneur de l'employeur (Annexe 2)** de délivrance de l'information sur les risques d'une formation à l'utilisation et à l'entretien de l'équipement, du maintien en bon état et de la vérification annuelle de l'installation signée par l'entreprise
- Attestation sur l'honneur du fournisseur (Annexe 3)**, d'un organisme agréé ou d'une structure compétente portant sur la conformité au cahier des charges des valeurs mesurées à la réception de l'installation **ou** rapport de vérification
- En cas de financement de la vérification** : Rapport d'un organisme agréé ou d'une structure compétente portant sur la conformité au cahier des charges des valeurs mesurées à la réception de l'installation

Fait à  le

Signature obligatoire et cachet de l'entreprise  
*Attestation obligatoirement signée  
par l'un des représentants légaux de l'entreprise*